

L'ajournement

LES AFFAIRES INDIENNES—LES PROGRAMMES D'AIDE AUX AUTOCHTONES DANS LES CENTRES URBAINS. B) LE COMITÉ CONSULTATIF

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, la semaine dernière, quand la presse nous a signalé qu'un groupe de travail nommé par le vice-premier ministre (M. Nielsen) avait recommandé que le financement des programmes aux autochtones soient réduits de 169 millions, comme il fallait s'y attendre, les organismes autochtones et des députés ont immédiatement dénoncé cette proposition. De nombreuses questions ont été posées à ce sujet. Le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Crombie) ont simplement affirmé que la proposition du groupe ne serait pas intégrée à la politique du gouvernement.

Les difficultés des autochtones font souvent l'objet de discussions et sont longuement relatées dans les médias. Les dernières questions en liste ont été l'autonomie politique des Indiens et les droits fonciers des autochtones. Cependant, on parle un peu moins de conditions misérables dans lesquelles vivent la majorité des autochtones au Canada. Il y a quelques années, une enquête avait établi que les conditions de vie dans la plupart des réserves étaient vraiment misérables. On signalait des carences en matière de logement, d'éducation et de services d'hygiène. Le taux de chômage dans certaines réserves atteint 80 p. 100. Soixante p. 100 des autochtones des réserves vivent dans des maisons sans eau courante. L'espérance de vie est inférieure de dix ans à la moyenne nationale. La constatation la plus triste et la plus révélatrice a été que le taux de suicide chez les jeunes dans les réserves était six fois plus élevé que pour le reste de la population.

De nombreux Canadiens sont parfaitement au courant de cette situation. Ce qu'on connaît moins cependant, c'est la misère qui frappe les autochtones habitant les villes dont le nombre s'accroît sans cesse. Selon une étude menée il y a deux ans, de 15,000 à 20,000 autochtones habitent Winnipeg, ma ville, de 10,000 à 15,000, Edmonton, de 5,000 à 10,000, Calgary, de 15,000 à 20,000, Vancouver, et environ 15,000 à Regina. Les conditions de vie des autochtones dans les milieux urbains sont vraiment alarmantes.

On estime que dans la ville de Winnipeg, 50 p. 100 des enfants qui requièrent de l'aide sociale sont des enfants autochtones. Une grande partie des assistés sociaux à Winnipeg sont des autochtones. Près de la moitié des détenus dans les prisons et pénitenciers canadiens de l'Ouest sont des autochtones. Dans six écoles des vieux quartiers de ma ville de Winnipeg, 50 à 80 p. 100 des élèves sont des autochtones et beaucoup d'entre eux ont une connaissance très limitée de l'anglais. Les gouvernements fédéraux, tant libéral que conservateur, ne se sont généralement pas préoccupés de ces problèmes sous prétexte que le gouvernement fédéral n'a de responsabilité juridique qu'à l'égard des autochtones vivant dans les réserves et qu'une fois que les

EDS(⊕)):—! autochtones quittent la réserve pour aller s'établir à la ville, ils ne relèvent plus de la responsabilité du gouvernement fédéral. Je le répète, le sort des autochtones vivant dans les villes est pratiquement catastrophique.

● (1825)

Certaines mesures excellentes ont été appliquées dans ma province. La Société de l'aide à l'enfance a été dissoute et le Service de bien-être à l'enfance a été réorganisé de sorte qu'il existe maintenant des agences régionales plus modestes qui assurent une représentation aux autochtones dans les régions où ils vivent. Nous commençons à disposer de travailleurs sociaux autochtones formés dans nos universités et nos collègues dans le cadre de programmes spéciaux établis pour les autochtones. Au Manitoba, plus de 500 enseignants autochtones ont obtenu leur diplôme après avoir suivi des programmes spéciaux de formation conçus pour l'enseignement aux autochtones et financés conjointement par les gouvernements fédéral et provincial.

Il existe à Winnipeg des programmes spéciaux de formation à l'emploi mis en œuvre dans le cadre du Programme de développement des vieux quartiers, financé par les gouvernements fédéral, provincial et municipal. Le Secrétariat d'État a récemment parrainé à Winnipeg une conférence nationale sur les femmes d'affaires autochtones. Nous avons en œuvre à Winnipeg un programme de logement appelé KNEW, consistant en un organisme dirigé par les autochtones et dont les fonds d'exploitation sont fournis par le gouvernement fédéral. Cet organisme achète des maisons, les remodèle et les rénove pour les louer aux autochtones vivant dans la ville de Winnipeg.

On a effectué des améliorations, mais il reste beaucoup à faire. Je me réjouis d'entendre le ministre dire qu'il dispose d'un comité consultatif chargé d'étudier ces problèmes, mais je l'exhorte, lui et le gouvernement, à faire beaucoup plus encore qu'ils n'ont déjà fait pour remédier à ce très grave problème.

M. Girve Fretz (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je voudrais parler du problème soulevé par le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) à propos des Indiens qui vivent hors des réserves, surtout dans les zones urbaines. Il a soulevé un problème qui nous préoccupe tous.

Comme l'a déclaré le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Crombie) à la Chambre jeudi dernier, on tient actuellement des consultations pour examiner tous les problèmes essentiels des Indiens qui vivent hors des réserves. Le ministre admet l'acuité du problème et il a déjà pris des initiatives à ce sujet; on est toutefois dans l'incertitude parce que les responsabilités des différents échelons de gouvernement se chevauchent. Il a déjà rencontré les maires de plusieurs grandes villes notamment de Vancouver, de Winnipeg et de Toronto et il a dit qu'il faut trouver une solution à la situation lamentable des Indiens qui vivent hors des réserves et qu'on en trouvera une.

Il ne faut pas sous-estimer l'acuité du problème. La proportion des Indiens inscrits vivant hors des réserves a doublé de 1966 à 1976, et elle a encore progressé de 30 p. 100 depuis lors. La plupart ont tendance à ne pas être qualifiés et à être pauvres. Bien des Indiens vont dans les villes pour essayer de trouver de meilleures occasions d'emplois mais ils sont pris dans le cercle vicieux de la pauvreté et des problèmes sociaux croissants, ce qui envenime les relations entre les autochtones et les autres habitants de ces agglomérations.